



Des élèves consommant de la Koba Tsinja dans une école de Manandriana, Antananarivo à Madagascar.

©Gret

Renforcer les synergies entre acteurs pour une alimentation saine et durable

Plusieurs pays se sont engagés depuis une décennie dans l'élaboration de politiques multisectorielles et essaient de promouvoir des approches intégrées en faveur de systèmes alimentaires sains et durables. La mise en œuvre de ces politiques touchant différents secteurs n'est pourtant pas évidente sur le terrain, ceux-ci n'ayant pas toujours l'habitude de collaborer. Les initiatives autour de l'alimentation scolaire permettent d'ouvrir le chemin.



Distribution de lait caillé dans les écoles de Bobo au Burkina Faso.

©Gret

Intervenant depuis une dizaine d'années pour renforcer les passerelles entre agriculture et nutrition, le Gret participe activement à ces réflexions, animant des cadres de dialogue multisectoriels pour le compte de l'État, ou appuyant la dissémination de ces politiques auprès des acteurs locaux. Il a également initié avec ses partenaires locaux et avec les agences en charge de la nutrition différents types d'approches permettant d'agir avec les acteurs des territoires, et retire de ces expériences quelques principes pour agir en faveur de systèmes alimentaires plus durables et favorables à la nutrition.

Adopter des approches multisectorielles sur les territoires

Décloisonner à différents niveaux apparaît tout d'abord indispensable pour opérationnaliser les politiques multisectorielles et renforcer la connaissance et la compréhension mutuelle des acteurs. Ouvrir des espaces de concertation, de dialogue mul-

ti-acteurs permet de réaliser des diagnostics partagés des enjeux et d'identifier des approches qui peuvent être ensuite promues dans les documents de politique ou de planification locale, tout en tenant compte des enjeux croisés agricoles, alimentaires et nutritionnels. L'analyse des régimes alimentaires et de leurs déterminants sociaux, des différents facteurs de la malnutrition, des potentialités de la zone, des acteurs présents sur le territoire et des actions dans lesquelles ils sont déjà engagés, peut dessiner des stratégies d'action adaptées et réalistes, à inclure dans les documents de planification locale et dans les actions de coopération conduites.

Relier un régime alimentaire sain à une meilleure production locale

Cela amène bien souvent, à côté des actions spécifiques sur la nutrition menées par les acteurs de la santé, à promouvoir des systèmes alimentaires territorialisés, en appuyant l'agriculture familiale, la transition agroécologique et les filières locales sensibles à la nutrition. Dans certains contextes, des aliments comme les fruits et légumes (agroécologiques), les aliments sources de protéines végétales et animales peuvent, en effet, parfois être difficilement accessibles sur les marchés locaux.

L'accompagnement ciblé de ces filières pour en augmenter la production locale, quand cela est possible, et/ou la mise en place de nouveaux circuits de commercialisation sont alors indispensables pour essayer de réduire certains déséquilibres ou un manque de diversité dans les régimes alimentaires. D'autres leviers peuvent également être activés avec l'engagement de l'État et des acteurs des territoires (élus locaux, entreprises locales, établissements scolaires) via des achats institutionnels et/ou locaux dans le cadre d'initiatives ciblées (cantines scolaires, vente et/ou distribution de produits sains adaptés aux besoins des enfants aux abords des écoles, etc.).

Sensibiliser par une diversité de canaux pour faire évoluer les comportements alimentaires

La sensibilisation à l'alimentation saine et à la nutrition des acteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'éducation nationale ainsi que des consommateurs s'avère également indispensable. Les régimes alimentaires évoluent, mais pas toujours dans la bonne direction, et l'essor des maladies non transmissibles (diabète, maladies cardiovasculaires, etc.) vient s'ajouter aux problèmes de santé publique déjà importants, et dont certains pourraient être prévenus par une alimentation de meilleure qualité.



Une roulette autour des aliments qui est un des outils de sensibilisation ludiques développés dans les écoles primaires publiques de Madagascar.

© GRET

L'environnement alimentaire conditionne beaucoup les choix des consommateurs (les aliments malsains sont facilement accessibles), c'est pourquoi les approches de sensibilisation classiques ne suffisent pas et des approches multicanales se développent aujourd'hui dans plusieurs pays pour avoir un véritable impact sur le changement de comportements (sensibilisation par les acteurs de la santé, mais aussi diffusion de spots publicitaires, émissions radios, nudges, mobilisation de relais communautaires, échanges entre pairs, design des environnements alimentaires par les municipalités, etc.).

La Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire Quand la recherche comble l'écart entre les initiatives porteuses et les politiques publiques

La Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire promeut des régimes alimentaires améliorés et plus nutritifs, en mettant l'accent sur le lien étroit à établir entre les écoles et la production alimentaire locale. Elle a été lancée lors du sommet de 2021 sur les systèmes alimentaires et réunit aujourd'hui les dirigeants de 97 pays, qui sont engagés dans l'expansion et l'amélioration des programmes de repas scolaires, considérés comme essentiels pour le développement de leur pays.

Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire est une des initiatives de la Coalition qui vient fournir des conseils indépendants et fondés sur des données probantes aux États membres. Il s'agit d'un réseau de réseaux nationaux académiques et techniques qui mènent des recherches sur les programmes tels qu'ils sont, et identifient les bonnes pratiques et les enjeux à relever. Des scénarios sont construits pour faire du plaidoyer et convaincre les bailleurs à investir dans cette stratégie.

La communauté de pratiques "Bons exemples" contribue à identifier et valoriser les initiatives locales ou nationales prometteuses dans certains pays. Des webinaires d'échanges sont organisés régulièrement et des publications de rapports de référence sont éditées pour accélérer la diffusion des meilleures pratiques. Ces activités sont menées par le Consortium de recherche, en amont des rencontres annuelles de la Coalition mondiale, pour pousser les États à agir et à prendre des engagements financiers forts en faveur de l'alimentation scolaire lors de ces rencontres.

En Afrique de l'Ouest, plusieurs recherches sont en cours pour faire ressortir les meilleures pratiques : l'engagement politique et l'institutionnalisation des programmes sont d'ores et déjà identifiés comme indispensables. La création d'une agence nationale pour coordonner les acteurs, s'ils sont nombreux à intervenir, est aussi efficace. Le Consortium met également ces deux aspects en avant : l'adoption d'"aliments orphelins" ou de "légumes africains traditionnels", qui sont très nutritifs mais souvent sous-utilisés. Ces aliments peuvent jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de la qualité nutritionnelle des repas scolaires tout en favorisant l'agriculture locale et la sécurité alimentaire. Le deuxième aspect consiste à intégrer l'approvisionnement local dans les directives scolaires, par exemple en suivant la pratique brésilienne consistant à acheter 30 % de toute la nourriture scolaire localement. Les achats locaux auprès des petits exploitants agricoles peuvent stimuler le développement agricole, renforcer les systèmes alimentaires locaux, stimuler la diversité des cultures et sortir les gens de la pauvreté.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : la recherche-action pour mieux intégrer les questions de genre

Le projet Arpege a accompagné des équipes de professionnels du développement à travers une approche de recherche-action sur le genre, associant l'Université Bordeaux Montaigne, Laboratoire LAM – UMR 115 – Les Afriques dans le Monde, IRD UMI Source et l'IISS Madagascar. Intervenant auprès d'ONG dans trois régions différentes de Madagascar, il a souligné quelques éléments clés d'enseignement utiles pour tous les acteurs du développement.



Démonstration culinaire à Madagascar, ciblant spécifiquement les hommes, accompagnée d'un travail sur des messages co-construits avec eux pour favoriser une meilleure compréhension et appropriation des enjeux de genre.

- La contextualisation de l'approche genre est essentielle pour adapter les initiatives aux réalités locales et pour faire évoluer les perceptions qui tendent parfois à essentialiser les rapports de genre. Cela peut être réalisé en s'appuyant sur les représentations culturelles locales, telles que certains dictons, afin de les questionner collectivement et de déconstruire les stéréotypes de genre qu'ils véhiculent. Par exemple, il est possible d'objectiver les inégalités existantes en établissant un calendrier type d'une journée d'une femme et d'un homme, ce qui permet de mettre en lumière les différences de rôles et de responsabilités. Il est aussi crucial de travailler sur des messages co-construits avec les hommes et qui leur sont destinés, afin de sensibiliser et d'engager leur participation active dans la promotion de l'égalité des genres.

- Les intervenants locaux, tels que les animateurs et responsables de projets, jouent un rôle crucial dans l'incarnation d'une approche genre inclusive et égalitariste. Leur attitude, leurs actes et leurs paroles doivent refléter cet engagement, ce qui inclut la mixité des équipes et la promotion de femmes à des postes clés. Il est également important de prendre en compte les contraintes spécifiques que peuvent rencontrer les femmes dans les actions conduites, comme la nécessité d'obtenir l'accord préalable de leurs maris pour participer à certaines rencontres. Des mesures telles que l'adaptation des horaires de formation et la proximité des lieux de rencontre peuvent également faciliter leur participation et garantir une approche véritablement inclusive.

- Il est nécessaire de former les équipes sur les questions de genre et de leur fournir des appuis spécifiques, car les "savoirs ordinaires" existants ne suffisent pas à déconstruire les stéréotypes de genre. Cette question doit être intégrée de manière transversale dans les actions conduites. La co-conception des actions avec les femmes et le renforcement de leur place dans les instances de gouvernance existantes sont des étapes essentielles. De plus, il est nécessaire de renforcer les compétences des femmes dans divers domaines, au-delà des questions techniques, et d'intégrer des considérations telles que l'hygiène menstruelle dans les programmes de santé et d'assainissement. Un suivi-évaluation rigoureux d'indicateurs dédiés au genre est également crucial pour mesurer l'impact des actions menées et ajuster les stratégies en conséquence.



Femmes qui représentent leur bilan de dépenses par des jeux de réflexion, afin de renforcer leur engagement dans la gestion financière et la prise de décision collective au sein de leur communauté.

Favoriser les échanges au niveau des familles et renforcer l'autonomisation économique des femmes

Conscientes de ces enjeux, les organisations paysannes ouest-africaines se mobilisent aussi de manière croissante sur ce sujet en développant des outils adaptés aux réalités vécues par leurs membres pour travailler sur la question : outils de sensibilisation s'appuyant sur le calendrier saisonnier des activités de production, de commercialisation, animation de discussions et d'échanges entre pairs sur les impacts alimentaires et nutritionnels de certains choix familiaux à différents moments, approches de conseil à l'exploitation familiale intégrant les enjeux de nutrition pour réfléchir collectivement à l'allocation des ressources de la famille, etc.

Renforcer l'autonomisation économique des femmes, agir concrètement pour la réduction des inégalités de genre impactant leur capacité à produire et développer des activités extra-agricoles, leur accès aux services de santé, cibler aussi les hommes pour les actions relevant de la santé, des soins et de l'alimentation des enfants, ou encore développer les espaces d'échanges entre femmes apparaissent aussi nécessaires selon les contextes pour lutter efficacement contre la malnutrition. À travers l'accompagnement des femmes dans leurs initiatives individuelles et collectives, le renforcement de leur confiance en elles, leur participation dans les cadres de concertation sur les systèmes alimentaires et les filières, etc. ce sont toute une palette d'actions qui permettent d'agir concrètement en faveur de la nutrition. ■

Amel Benkahla

Chargée de projets au Gret
benkahla@gret.org

Claire Costis

Chargée de projets au Gret – Thématique
"Santé, nutrition et protection sociale"
costis@gret.org

Sylvie Avallone

L'Institut Agro Montpellier
sylvie.avallone@supagro.fr

EN SAVOIR PLUS :

Le rôle des organisations paysannes dans l'amélioration de la nutrition (Note de synthèse ASANAO n°4, sept. 2021)

L'amélioration de la nutrition des enfants à travers l'alimentation scolaire (Note de synthèse ASANAO n°7, sept. 2022)

Site du consortium de recherche de la coalition mondiale pour l'alimentation scolaire :
<https://www.lshtm.ac.uk/research/centres-projects-groups/research-consortium-for-school-health-and-nutrition#welcome>

"Repenser les systèmes alimentaires et l'alimentation scolaire : climat, environnement, biodiversité et souveraineté alimentaire", Synthèse du consortium. 2023.